



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 8 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 2 juillet 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Adjoints, Mme FLORENTIN, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BESNAULT, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, M. GABARD, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. CARREAU à M. RIMARK, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. LIMINIANA à Mme QUERAL, M. MONMARCHON à M. WINTERSHEIM, Mme LUCKHAUS à Mme SARRAUTE, Mme BERTHIOT à M. ELIAS, Mme HIMPENS à Mme MERCHADOU

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Ketty BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 0

Pour : 0

Contre : 0

Abstention : 0

9 – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DE L'ASSAINISSEMENT

Le Conseil Municipal délibère à

En application des articles L 2224-5 et D 2224 -1 du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n ° 95 635 du 6 mai 95, le Maire présente au Conseil Municipal un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement.

Dans cette optique, il vous est présenté le rapport annuel concernant l'exercice 2013.

Ce rapport est constitué à partir des éléments présents dans le rapport annuel du délégataire. Il permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le service public de l'assainissement est régi par un contrat d'affermage qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Ce contrat porte, pour 2013, sur 2 123 clients et concerne les installations suivantes :

- 1 station d'épuration
- 11 postes de relèvement
- 29,52 Km de réseau de canalisations.

Le rapport et son annexe (rapport du délégataire 2013) sont consultables à la Direction Générale de la Mairie.

Fait et prend acte en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 10/07/14

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20140708-16251-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK